

Avec les personnels hospitaliers et de la Sécu exigeons ensemble des moyens pour se soigner

Le débat parlementaire sur le financement de la sécurité sociale est engagé.

La ministre de la santé s'est donnée pour feuille de route de réduire le déficit de la sécu et cela au détriment de la santé des populations.

Pour les prochaines années, ce sont d'ores et déjà 22000 suppressions d'emplois qui sont programmées dans les hôpitaux, 16000 lits directement menacés. Les fermetures de services vont s'accélérer avec la mise en place des Groupements Hospitaliers de Territoire, outils de « rationalisation » des moyens. Cela va profondément modifier le paysage hospitalier en rayant de la carte un certain nombre d'hôpitaux de proximité... un impact direct sur toute la population.

Ce n'est pas sans conséquences sur la qualité du travail des personnels de santé et de la Sécurité Sociale, soumis à un harcèlement permanent pour tenir les objectifs financiers fixés par la Ministre. Concrètement on assiste à une dégradation des conditions de travail, de la qualité des soins pour les patients. De plus en plus les personnels, des équipes entières ont le sentiment de ne pas faire correctement leur travail, ce qui provoque une frustration amenant beaucoup de détresses professionnelles provoquant même des suicides.

De plus, la réalité du vécu des malades (attentes interminables aux urgences, des heures de route pour les radiothérapies et des sorties trop hâtives pour libérer les places...) rend la politique du gouvernement intolérable.

Aujourd'hui, il devient fréquent de ne plus pouvoir se faire soigner à l'hôpital public, de renoncer aux soins parce qu'ils sont trop coûteux et que la malheureuse mutuelle ne fait pas l'affaire car on l'a pris en fonction de ses moyens et pas de ses besoins...sachant que certains n'en n'ont même pas.

Il est temps d'agir !!! Il est temps d'agir !!!

Nous avons besoin de maternités, de services d'urgences, d'hôpitaux de proximité avec des personnels en nombre suffisants, formés et en capacité de prendre soins des malades.

Il faut supprimer les dépassements d'honoraires, la rémunération à l'acte, les franchises médicales et instaurer un niveau de remboursement intégral des frais de santé.

Il faut développer une politique de prévention solide et durable en commençant par la lutte contre le mal travail.

Il faut prendre des mesures rapides pour permettre une couverture médicale sur l'ensemble du territoire même dans les zones les plus reculées où les plus modestes avec le développement de centres de santé publics, pluridisciplinaires.

Le droit à la santé pour tous est un droit fondamental, il faut faire des dépenses de santé une priorité, notre pays en a les moyens... Nous le réaffirmons, c'est une question de choix politique, de justice et d'égalité.

300 milliards de dividendes ont été versées aux actionnaires l'an dernier alors que dans le même temps c'est 230 milliards d'argent public qui sont donnés aux entreprises (sous diverses formes)). La CGT ne cessera d'exiger une autre répartition des richesses, pour plus de justice sociale.

Les salariés du secteur de la santé et des organismes sociaux sont appelés à se mobiliser le 8 novembre prochain

Ensemble salariés tous secteurs confondus, jeunes et retraités dans l'action pour que le droit à la santé soit un droit pour tous

Rassemblement 12 h devant le Conseil départemental

Manifestation 14 h st Cyprien

Le Mardi 8 novembre